

La santé crie son mal

L'UNSP appelle à une grève illimitée

T. Andaloussi

Une grève illimitée sera observée le 23 du mois courant par le SNAPAP (Syndicat national des personnels de l'administration publique). L'ensemble des syndicats autonomes représentant les différents secteurs et affiliés au SNAPAP seront présents, également afin de faire part de leurs revendications. L'UNSP (Union nationale de santé populaire) est l'un de ces syndicats qui ont la ferme intention de participer à cette grève. A cet effet, une conférence de presse a été animée, hier, au siège du syndicat en question. Le président de l'UNSP, M. Lechkeb Ibrahim, dira, à ce propos, que "la situation est insoutenable, et nous sommes au bord d'un conflit interne", allusion faite aux dernières mesures prises par la tutelle en matière d'attribution d'indemnités et autres privilèges sociaux. Le président de l'UNSP dénonce les deux poids deux mesures ainsi que "la volonté cachée de pousser vers l'affrontement les employés de ce secteur du fait de la disparité en matière d'octroi d'indemnités. Afin de remédier à ce désagrément, le président de l'UNSP a exigé la généralisation des primes, y compris celle de contagion, il dira à ce propos, que tout le monde travaille dans un cadre menaçant y compris les employés de l'administration. La privatisation du secteur de la santé est l'autre sujet sur lequel l'UNSP veut se montrer intransigeant. A ce propos, M. Lechkeb dira

: "la santé doit rester publique. Il y va de l'intérêt du citoyen, au cas contraire, l'Algérien n'aura plus droit à la santé, tellement elle se sera au-dessus de ses moyens. A titre d'exemple, il faudra payer pas moins de 5000 DA pour passer une nuit en réanimation pour payer la prise en charge". La réforme du secteur de la santé telle que la voit la tutelle est indamissible aux yeux de M. Lechkeb. Pour lui, la nécessité d'une réforme s'impose mais pas de n'importe quelle façon. "Nous sommes pour une réforme objective qui prend en considération les exigences du citoyen et des employés de ce secteur", dira M. Lechkeb. Ce dernier fera part de l'existence d'un dossier élaboré par l'ensemble des syndicalistes de l'UNSP que M. Lechkeb qualifie de gens de terrain, néanmoins, il a refusé d'en divulguer le contenu. Il s'est contenté d'indiquer uniquement les grandes lignes de la réforme telle qu'ils la souhaitent. Il s'agit, entre autre, d'exiger un statut digne d'un professionnel de la santé, l'intégration des vacataires qui sont au nombre de 25 000, la généralisation de l'indemnité de contagion, le financement des établissements de santé et l'organisation d'un système de communication et d'information. Le président de l'UNSP a tenu à préciser que, sans une concertation avec leur syndicat, aucune réforme ne pourra avoir lieu. Pour l'heure, le rendez-vous du 23 est maintenu.

T. A.